



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Pouvoir d'achat des Français

Question au Gouvernement n° 4396

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

M. le président. La parole est à Mme Sabine Rubin.

Mme Sabine Rubin. Plus c'est gros, plus ça passe ! (« Ah ! » sur les bancs du groupe LaREM.) Voilà maintenant une semaine que vous tâchez de repeindre le président des riches en président du pouvoir d'achat. Pour assurer cette communication, puisqu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, le ministère de l'économie, des finances et de la relance prétend, dans un récent rapport, que les Français ont vu leur pouvoir d'achat bondir de 8 % depuis 2017, à raison de 4 % pour les plus pauvres et de 2 % pour les plus riches.

Plusieurs députés du groupe LaREM . Eh oui !

Mme Sabine Rubin. Admettez tout de même que 4 % pour ceux qui ont peu, c'est peu, quand 2 % pour ceux qui ont beaucoup, c'est gigantesque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Cela dit, heureusement que le pouvoir d'achat a augmenté par la grâce de vos mesures pragmatiques, car le prix du gaz a explosé de 20 % depuis juillet, celui de l'électricité pourrait prendre 10 % d'ici février et le litre de gazole flambe au-dessus de 1,50 euro !

Alors oui, le bon président Macron a distribué quelques étrennes, qui épongent à peine ces hausses de prix : la prime gilets jaunes, les primes accordées dans le cadre des Ségur 1 et 2, les aides aux allocataires du RSA, la prime informatique pour certains enseignants, et autres mesurette. Que de libéralités ! Mais ce sont des libéralités ponctuelles, accordées au gré des humeurs du Gouvernement.

En revanche, pour les riches, Jupiter aura été plus prodigue en cadeaux pérennes, avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ou l'instauration de la *flat tax* sur les revenus du capital – autant d'argent durablement perdu pour nos hôpitaux, nos écoles ou notre police. En vérité, il aura versé des rentes aux rentiers et des pourboires à tous les autres. Cela, le bourrage de crâne auquel vous vous livrez ne nous le fera pas oublier.

D'ailleurs, si le pouvoir d'achat augmente, comment expliquez-vous le million de pauvres supplémentaires dans notre pays ? Comment expliquez-vous que 8 millions de nos concitoyens dépendent de l'aide alimentaire ?

Porter le SMIC à 1 400 euros nets par mois et bloquer les prix de l'énergie, du gaz et de l'électricité : voilà des mesures pérennes pour le pouvoir d'achat d'une majorité de Français. Il vous reste six mois pour agir en ce sens. Qu'attendez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Sébastien Jumel applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics. « Qu'attendez-vous ? », me demandez-vous. Pas vous, tout simplement : nous n'attendons personne pour agir en faveur du pouvoir d'achat !

(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.) Depuis le début du quinquennat, les mesures que nous avons prises représentent, pour les salariés payés au SMIC, une augmentation de revenu de 170 euros par mois. Plutôt que de manier les approximations et de verser dans vos habituelles caricatures, vous devriez vous soucier des salariés modestes – catégorie dont vous êtes bien éloignés depuis longtemps ! *(Protestations sur les bancs du groupe FI.)*

M. Éric Coquerel. C'est l'hôpital qui se moque de la charité !

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. C'est ce gouvernement qui a relevé la prime d'activité de 90 euros par mois.

M. Éric Bothorel. Eh oui !

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. C'est ce gouvernement qui a revalorisé les minima sociaux, qu'il s'agisse du minimum vieillesse ou de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), augmentée de 100 euros par mois. *(Exclamations prolongées sur les bancs du groupe FI.)*

M. Éric Coquerel. Qui a supprimé l'ISF ?

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. C'est ce gouvernement qui a conclu les accords du Ségur, qui permettent de revaloriser comme jamais en France la rémunération des soignants.

Vous employez le mot « étrennes » pour désigner des mesures qui représentent 10 milliards d'euros. C'est dire combien vous êtes déconnectés de la réalité sociale de ce pays ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. - Protestations sur les bancs du groupe FI.)*

M. Loïc Prud'homme. Regardez les chiffres !

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. La réalité, c'est que cette déconnexion, vous l'entretenez, car la seule chose sur laquelle vous prospérez, c'est la misère du monde ! *(Mêmes mouvements.)*

Données clés

Auteur : [Mme Sabine Rubin](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4396

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 octobre 2021](#)